



HAL
open science

Editorial

Elise Massicard, Jean-Louis Briquet

► **To cite this version:**

Elise Massicard, Jean-Louis Briquet. Editorial. Politix, 2010, Ancrages politiques, 2010/4 (92), pp.3-6. 10.3917/pox.092.0003 . hal-03460109

HAL Id: hal-03460109

<https://sciencespo.hal.science/hal-03460109v1>

Submitted on 1 Dec 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - ShareAlike 4.0 International License

Editorial

Elise Massicard, Centre d'études turques, ottomanes,
balkaniques et centrasiatiques (CETOBAC)

Jean-Louis Briquet

Centre européen de sociologie et de science politique (CESSP)
Sciences Po, Centre de recherches internationales (CERI), CNRS,
Paris, France

In : Politix, 2010, p. 3-6.
DOI : 10.3917/pox.092.0003

Éditorial

« **P**artis entreprises », « partis cartellisés », « partis électoraux » : à travers ces notions désormais courantes, ce sont surtout aux mutations organisationnelles des partis que s'attachent aujourd'hui les courants dominants de la science politique. Composés de cadres dirigeants de plus en plus professionnalisés et spécialisés, sous-traitant un nombre croissant de tâches (organisation des campagnes électorales, élaboration de l'offre programmatique) à des prestataires extérieurs et à des experts en communication ou en management, de moins en moins dépendants de leur base militante pour leur financement (en grande partie assuré par les aides publiques) et leur pouvoir d'attraction électorale (dérivant bien plus de l'action des médias de masse que du travail de terrain militant), les partis seraient devenus des entreprises centralisées et rationalisées de conquête des suffrages, auxquelles une solide assise locale serait de moins en moins nécessaire. Ils seraient, en quelque sorte, « désencastrés » des territoires, en raison de la diffusion de nouveaux outils managériaux de mobilisation des électorats et de l'affaiblissement des liens que leurs dirigeants, leurs élus et leurs militants avaient pu établir avec les groupes et les milieux sociaux locaux.

Les textes réunis dans ce dossier adoptent une perspective différente. Sans nier l'importance des phénomènes qui viennent d'être évoqués (déclin du militantisme, relâchement des liens avec les milieux sociaux localisés, dépérissement des identités collectives promues par les partis de masse et entretenues au sein de ces milieux, « managérialisation » des activités partisans, etc.), ils s'appuient

sur l'hypothèse que ces évolutions n'affectent pas autant que certains analystes le proclament – ou pas de la manière dont ils en rendent compte – l'ancrage social et territorial des partis politiques. Ils se proposent donc d'analyser certaines des transformations contemporaines de ces derniers en s'attachant à la façon dont ils gèrent leurs relations avec la société, les groupes organisés et les réseaux sociaux qui la composent.

À l'exception de celui de François Bonnet, qui ouvre le dossier en présentant et discutant la littérature sociologique et historique consacrée aux machines politiques aux États-Unis entre 1870 et 1950, les articles adoptent une démarche d'inspiration ethnographique, basée sur l'examen attentif de situations locales. Le champ d'investigation est diversifié : des grands partis des démocraties occidentales (PS et UMP en France, machines démocrates aux États-Unis) à des groupements politiques non officiels dans des situations autoritaires (les Frères musulmans en Égypte) en passant, avec le Parti républicain du peuple en Turquie ou le Parti social démocrate en Roumanie, à des formations agissant dans les contextes fluides de démocraties récemment établies ou en profonde recomposition. Malgré cette diversité, tous ces articles mettent en évidence le caractère socialement « ancré » des partis étudiés ; ils constatent sans exception le poids des réseaux historiquement et localement constitués dans leurs stratégies de mobilisation et d'entretien des identités collectives et des électors.

Sous quelles formes ces ancrages politiques se sont-ils maintenus ou recomposés ? Les dispositifs clientélistes en sont une dimension essentielle, comme le montrent les textes de François Bonnet (qui décrit en détail les échanges de services entre les « boss » et les immigrés pauvres dans les grandes villes américaines), d'Antoine Roger (à travers l'examen de la politique des faveurs que le maire de Costanza a déployée en direction des retraités et des jeunes ménages de la ville) et d'Élise Massicard (qui analyse la manière dont les factions, à travers leurs clientèles, constituent le principal mode d'ancrage social du Parti républicain du peuple à Adana). Les rapports des partis avec les groupes sociaux locaux articulent souvent des échanges pratiques avec des transactions symboliques, comme l'indiquent les textes de Marie Vannetzel (qui souligne le poids déterminant de l'activisme social et de la bienfaisance dans l'implantation des Frères musulmans dans une banlieue ouvrière du Caire) et de Cyrille Rougier (qui montre ce que l'engagement d'agents issus des classes populaires en faveur de l'équipe municipale socialiste à Limoges doit à l'insertion dans des réseaux d'échanges et de services à l'intérieur de la municipalité).

La capacité des partis, mais aussi d'élus ou de cadres partisans pris individuellement, à incarner des collectifs territorialisés – qu'ils contribuent d'ailleurs à faire exister sous la forme de milieux sociaux homogènes –, à se faire les porte-parole de leurs causes ainsi que les défenseurs de leurs valeurs et de leur identité, joue également un rôle central, comme l'avait montré Jacques Lagroye à propos

des processus de la notabilisation de Jacques Chaban-Delmas à Bordeaux. Ce sont ainsi les boss démocrates qui assoient leur légitimité en se posant en défenseur des immigrés nouvellement installés aux États-Unis ; le maire de Costanta qui opère un travail d'unification symbolique de son électorat en inscrivant la distribution des avantages particularisés dans la catégorie politique générale de protection des populations les plus pauvres ; les cadres du Parti républicain du peuple à Adana qui opèrent un véritable travail de « mise en collectif » en réunissant sous la bannière d'un « groupe » des réseaux sociaux (familiaux, ethniques, de sociabilité, de voisinage ou d'entraide) fragmentés. Ce sont encore les députés Frères musulmans en Égypte qui construisent leur légitimité hors du système politique officiel en s'érigeant en interface du mouvement avec les populations au nom d'une morale de l'engagement envers le « peuple » ; le député UMP de Roubaix Christian Vanneste qui, à travers sa violente condamnation de l'homosexualité, réactive les soutiens que lui apportent les milieux catholiques conservateurs et familialistes ; ou les élus municipaux socialistes de Limoges qui, par la participation active à une fête locale, la Fête des Ponts, participent à l'entretien de sociabilités communautaires sur lesquelles ils s'appuient pour affirmer, en la mettant en scène, leur proximité au « populaire ».

Ainsi, les partis semblent encore mobiliser des solidarités, entretenir, voire créer, des groupes, même si ceux-ci peuvent s'avérer relativement instables (comme le montre la volatilité des alliances factionnelles dans le cas turc étudié ici) et même s'ils relèvent de logiques d'agrégation très différentes : les solidarités ethniques à l'intérieur des communautés d'immigrants américaines ; la « pauvreté » des groupes les plus touchés par le déclin des politiques sociales de l'État à Costanta ou dans les banlieues déshéritées du Caire ; des identités locales « traditionnelles » en grande partie inventées, qui idéalisent à Roubaix un territoire voué à la défense des valeurs du travail et de la famille ou, à Limoges, le caractère authentiquement « populaire » de la ville en s'appuyant sur son histoire de « bastion rouge ».

Pour analyser l'ancrage des partis, les textes ici réunis ont choisi de se focaliser sur les élus et cadres partisans ainsi que sur leurs relations personnelles, interrogeant ainsi le caractère individuel ou collectif des ancrages politiques. En examinant la manière dont ces élus articulent soutiens sociaux et ressources partisans (financements, légitimité, accès aux processus décisionnels) et en évaluant l'autonomie dont ils bénéficient par rapport à leur parti, ces textes opèrent donc un retour sur une interrogation organisationnelle, caractérisant des espaces partisans de contraintes et d'opportunités mais aussi les contours de formes spécifiques de leadership politique. Ce faisant, ils éclairent la manière dont les modes d'ancrage social d'un parti influencent, voire contraignent, le fonctionnement des organisations partisans.

Les partis politiques sont donc loin d'être de simples machines organisées pour remporter des trophées électoraux, pour s'imposer sur un marché

compétitif en mobilisant les nouvelles techniques du marketing politique et du management. Ils sont aussi des producteurs de significations et d'identités, de registres moraux d'appréhension et de d'évaluation du monde social (sens de la justice, devoirs de la solidarité, défense et promotion d'identités de classe, convictions idéologiques, etc.) qui structurent et nourrissent les liens que leurs représentants tissent avec des groupes sociaux et avec des territoires. C'est à orienter le regard vers cette dimension « morale » et ancrée dans l'expérience du quotidien du lien politique que pousse l'étude de l'ancrage social et local des entreprises politiques.

Le comité éditorial